



Présentation

L'organisation Voie Prolétarienne, (journal Partisan) a décidé de rééditer cette brochure écrite en 1976 par un groupe communiste aujourd'hui disparu : Combat Communiste. Deux mots d'abord sur cette organisation.

Combat Communiste a été constitué en 1975 par un groupe de militants issus de Lutte Ouvrière sur la base d'un désaccord concernant l'analyse de l'URSS. Comme Voie Prolétarienne, Combat Communiste caractérisait alors l'URSS de l'époque comme « capitaliste d'Etat » au contraire de LO pour qui c'était (et c'est toujours) un « Etat ouvrier dégénéré ».

Exclus de LO après un an de débat, ces camarades ont généralisé leurs démarcations à l'ensemble de la ligne et des références de leur organisation d'origine. Ils ont ainsi rédigé cette brochure qui critique l'opportunisme des différents groupes trotskistes en recherchant sa source dans les conceptions de Trotski. Pour résumer rapidement, les positions

de Trotski étaient déjà erronées à l'époque où il les a formulées mais elles sont, en plus, reprises aujourd'hui par les groupes trotskistes de façon caricaturale et dogmatique.

Écrit il y a vingt ans, ce document reste toujours valable. Bien sûr, des prolongements pourraient sans peine être rajoutés sur la façon dont la LCR veut reconstruire la gauche, ou bien sur le contenu du programme d'urgence d'Arlette aux dernières présidentielles. Mais pour l'essentiel, la critique des positions réformistes des organisations trotskistes actuelles existe dans cette brochure. C'est pourquoi nous la rééditons.

Cette réédition ne signifie pas pour autant que nous partageons toutes les idées de ce texte. Les auteurs, malgré une batterie de critiques, maintiennent une référence à Trotski que nous ne partageons pas. Ceci expliquant cela, la critique de Trotski nous semble même à plusieurs reprises assez limitée. Nous conseillons à nos lecteurs de lire ou de relire le Programme de Transition de Trotski et, plus particulièrement le passage sur le gouvernement ouvrier et paysan. L'appel à ce que des partis comme le PCF ou la SFIO de 1938 « rompent avec la bourgeoisie et prennent le pouvoir », au lieu d'avoir une « vertu éducative » comme le prétend le programme, sème au contraire des illusions sur ces forces. De ce point de vue, LO ou la LCR sont de dignes héritiers de Trotski, contrairement à ce qu'affirmait Combat Communiste.

De même, dans l'introduction, passent à la trappe l'ensemble de la Révolution Chinoise et de la révolution Culturelle. C'est contradictoire avec l'affirmation, dans le corps du texte, de la nécessité de s'inspirer des avancées réalisées par les révolutions passées. Faire l'impasse sur la Révolution Chinoise de 1949, c'est se priver des réflexions sur la théorie de la guerre populaire prolongée dans un pays à majorité paysanne où les tâches antiféodales et anti-impérialistes dominent. Oublier la Révolution Culturelle de 1966, c'est rayer d'un trait de plume tout un volet de la théorie révolutionnaire : celui qui aborde les contradictions de la période de transition entre capitalisme et communisme. Comment poursuivre la révolution après la prise du pouvoir sans se faire déposséder de sa victoire par une nouvelle bourgeoisie reconstituée ?

Sur ces différents points, nous ne développerons pas et nous inviterons le lecteur à se reporter à notre plateforme.

SOMMAIRE

INTRODUCTION

LES REVENDICATIONS TRANSITOIRES

LA PERIODE HISTORIQUE

LE PROLETARIAT ET SA DIRECTION

LE CAPITALISME D'ETAT

LES REVOLUTIONNAIRES ET LES NATIONALISATIONS

LE CONTROLE OUVRIER ET L'OUVERTURE DES LIVRES DE COMPTES

DEUX EXEMPLES : LE PORTUGAL ET LA POLOGNE

COMMENT LES TROTSKYSTES APPLIQUENT LE CONTROLE OUVRIER

UN PROGRAMME DE TRANSITION AUJOURD'HUI

- Mesures transitoires
- Mots d'ordre transitoires
- Dans les entreprises en faillite : se payer sur le capital. Saisie ouvrière J

LE GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN

Un mot d'ordre d'agitation générale

Un gouvernement transitoire dans le cadre de l'Etat bourgeois

Les trotskystes et le mot d'ordre de gouvernement ouvrier

Le mot d'ordre de gouvernement ouvrier dans une période révolutionnaire

LE FRONT UNIQUE OUVRIER, LE PC ET LE PS

- De la tactique à la recette
- Jamais d'accord au sommet ?
- Le Front unique avec le PC

CAPITALISME D'ETAT, LUTTES DE LIBERATION NATIONALE ET REVENDICATIONS DEMOCRATIQUES

L'URSS ET LES TACHES DANS LA PERIODE DE TRANSITION

CONCLUSION

INTRODUCTION

Il n'est pas de pratique révolutionnaire cohérente sans théorie révolutionnaire. Transmettre l'acquis théorique et l'expérience des luttes antérieures constitue une des tâches essentielles des organisations révolutionnaires, Les lois générales, les principes et les méthodes de lutte qui constituent cet acquis doivent quotidiennement être confrontés aux faits. Rien n'est plus étranger à la méthode marxiste que la croyance mystique, en un programme révolutionnaire figé dont les communistes seraient les dépositaires et auraient pour tâche de protéger chaque virgule à la manière des gardiens des textes sacrés. Les plus grands révolutionnaires, à commencer par Marx lui-même, n'ont pas hésité à revenir sur certaines de leurs analyses et les ont constamment enrichies à la lumière des expériences nouvelles de la lutte.

Inversement, aucune tentative d'élaboration théorique sérieuse ne peut se permettre de rayer d'un trait de plume l'acquis théorique du mouvement ouvrier pour repartir du néant, La seule démarche conforme à la méthode marxiste consiste à partir du niveau le plus élevé atteint par la lutte de classes et par conséquent par la théorie révolutionnaire qu'elle féconde, et à faire le bilan des théories, hypothèses, principes, pronostics

infirmés ou confirmés par l'expérience.

La révolution russe d'octobre 1917 et les premières années de l'Internationale Communiste représentent incontestablement ce point le plus élevé atteint par les prolétaires dans leurs tentatives de destruction de la société de classes. Elles demeurent à ce titre les sources les plus riches d'enseignements. Les méthodes et principes des premières années de l'Internationale Communiste qui en sont l'expression théorique constituent l'acquis le plus précieux du mouvement révolutionnaire. Prétendre établir un programme révolutionnaire en ignorant superbement ces acquis pour "revenir à Marx", reviendrait à vouloir construire un navire moderne sans tenir compte de l'expérience de la navigation des dernières décennies. Quant à les "dépasser" définitivement, cela ne sera possible que lorsque la lutte des classes elle-même aura atteint une nouvelle période historique et aura donné ainsi un nouvel élan à la théorie.

Cet acquis du mouvement ouvrier que constituent donc le bolchevisme et l'expérience des premières années de l'Internationale Communiste, Trotski s'est efforcé de le transmettre aux nouvelles générations révolutionnaires et de le protéger contre les falsifications monstrueuses que lui a fait subir la contre-révolution stalinienne qui a défigurés le marxisme pour en faire une religion d'Etat et un sac à recettes permettant de justifier "théoriquement" à posteriori tous les actes de la bureaucratie russe et de ses laquais.

Le Programme de Transition ne peut bien sûr être isolé de l'ensemble des textes, analyses, prises de positions que Trotski nous a légués qui lui ont permis de développer de façon plus complète des analyses dont il n'expose que les grands traits généraux dans le Programme de Transition. Mais c'est dans le Programme de Transition que Trotski s'est efforcé de synthétiser une partie de ces acquis, en particulier la tactique du mouvement communiste, afin d'armer face à ses tâches révolutionnaires la Quatrième Internationale, le Programme de Transition guide toujours aujourd'hui étroitement l'action du mouvement trotskyste dont notre tendance – Combat Communiste - est issue, à la suite de la remise en cause d'un point important du programme trotskyste : l'analyse de l'URSS (1). Il était donc particulièrement important pour notre tendance de se situer par rapport au Programme de Transition. Nous allons donc nous efforcer d'examiner ici quels en sont les points que notre propre analyse de l'URSS remet en question, quelles conceptions erronées sous-tendent les pronostics de Trotski infirmés par l'histoire et à quelles erreurs elles ont, à notre avis, donné naissance dans la rédaction du Programme de Transition, et aussi de quelle façon les groupes trotskystes interprètent et mettent ce programme en pratique.

LES REVENDICATIONS "TRANSITOIRES".

Le lecteur remarquera que nous reprenons à notre compte un certain nombre de critiques du Programme de Transition effectuées bien avant nous par différentes tendances dites "ultragauche" et "bordiguistes". Il est donc indispensable de préciser que notre démarche diffère profondément de celles de ces courants sur un point essentiel : contrairement à eux, nous ne remettons nullement en cause la méthode de Trotski et de l'Internationale Communiste qui consiste à établir dans une période pré-révolutionnaire un ensemble de "revendications transitoires" permettant "d'aider les masses dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste."

« La social-démocratie classique, qui déploya son action à l'époque du capitalisme progressif, divisait son programme en deux parties indépendantes : le programme minimum, qui se limitait à des réformes dans la société bourgeoise, et le programme maximum qui promettait pour un avenir indéterminé le remplacement du capitalisme par le socialisme », écrit Trotski.

Une des principales accusations portées contre le Programme de Transition de Trotski est de ne représenter en fait qu'un programme minimum camouflé dans la mesure où il n'est pas le programme complet de la révolution socialiste, ne parle pas de la dictature du prolétariat, de la nécessité de l'insurrection etc. Ceux qui prononcent cette critique commettent à notre avis un grave contresens : le programme de Trotski est, comme il l'expliqua lui-même un programme de lutte adapté à une période particulière et ne se présente en aucune façon comme un programme complet, mais même comme un "projet de programme" (2). Et si, aujourd'hui dans un contexte différent, certains mots d'ordre du Programme de Transition ont pris effectivement un caractère de revendications réformistes ou risquent fort d'être comprises comme telles, la méthode qui consiste, à chaque étape de la situation, à proposer à la classe ouvrière un programme d'action lui permettant de renforcer ses positions économiques, politiques, son organisation et d'élever son niveau de conscience par

la pratique, a toujours été celle des révolutionnaires communistes, dont le rôle n'est pas de se contenter, en toutes circonstances, d'agiter le "programme complet". Que les mots d'ordres de Trotski aient pu être utilisés des décennies plus tard comme autant de recettes et sans égard pour la période historique et la situation concrète, n'infirmes pas sa méthode.

Un second grief consiste à reprocher à Trotski de vouloir « modeler le mouvement des masses d'après un canevas préétabli ». Le Programme de Transition, serait "un schéma utopique et bureaucratique" parce qu'il "enferme le mouvement dans des revendications rigides", qu'il « emprisonne la richesse, la puissance et les potentialités de la lutte dans un schéma doctrinariste » (3).

Loin de nous l'idée de nier les immenses potentialités de créativité et d'initiative des masses en lutte et il faudrait être bien naïf pour penser que la lutte révolutionnaire se déroulera nécessairement selon une série d'étapes prévisibles et qu'il est possible de déterminer avec certitude le mot d'ordre qui permettra de dépasser chacune d'entre elles. Ce n'est pas pour autant que les révolutionnaires ne doivent pas s'efforcer de prévoir l'évolution de la situation et les mots d'ordre qu'ils mettront en avant dans les différentes situations possibles et renoncer à théoriser et à systématiser l'expérience du mouvement ouvrier. Si la situation devant laquelle ils se trouvent placés dément leurs prévisions et apparaît comme absolument originale, il leur faudra alors rejeter leurs mots d'ordres dépassés. Ce n'est que s'ils s'accrochent alors à leur schéma et s'avèrent incapables d'innover qu'ils deviendront un obstacle au mouvement. Inversement, le révolutionnaire qui par crainte de s'enfermer dans un "système de revendications rigides" ne se donne aucun plan d'action, aucun programme et pourquoi pas aucun principe, (en dehors d'une propagande très générale pour la destruction du système capitaliste) sera nécessairement amené à improviser sans boussole devant des problèmes que permettent aisément de résoudre les leçons de l'histoire...

C'est une vérité pourtant bien élémentaire qu'un mot d'ordre n'est juste que dans une situation donnée et non valable pour l'éternité. Le fait par exemple que Lénine ait dissous l'Assemblée Constituante ne prouve pas qu'il ait eu tort de la réclamer pendant des années. Et le fait que Lénine l'ait réclamée avant la prise du pouvoir ne prouve pas qu'il faille aujourd'hui la réclamer en France. Celui qui refuse de se donner un programme d'action et de revendications sous prétexte de ne pas "brimer les potentialités du mouvement", renonce en fait à agir de façon cohérente et sombre dans l'improvisation mère de l'opportunisme, à moins d'abandonner toute intervention pour capituler devant la spontanéité du mouvement.

LA PERIODE HISTORIQUE

C'est en 1938, à la veille de la seconde guerre mondiale, que Trotski rédige le Programme de Transition. A cette époque, pour Trotski, "les forces productives ont cessé de croître", le capitalisme est entré dans sa phase d'agonie définitive. Trotski décrit la réalité qu'il a sous les yeux : depuis la fin de la première guerre mondiale, le capitalisme a en effet connu une période de stagnation et même de déclin à partir de la crise de 1929. Mais il ne s'agit pas pour lui, d'une appréciation circonstancielle, limitée à une période précise. Trotski, au cours d'une discussion avec des militants du SWP, déclare explicitement que :

« La société a totalement épuisé ses possibilités internes et doit être remplacée par une autre société ou alors l'ancienne société va à la barbarie tout comme la civilisation de la Grèce et Rome après avoir épuisé ses possibilités et ne pouvant être remplacé par une autre classe ».

De toute évidence, Trotski s'est profondément trompé et, grâce à l'immense destruction de forces productives de la guerre, le capitalisme a pu connaître, contrairement à ses prévisions, une nouvelle phase- de prospérité. A partir de 1950, l'économie connaîtra un taux de croissance sans précédent (4). Les quelques chiffres suivants empruntés à la brochure de la LCR « Qu'est-ce que l'AJS ? » en témoignent amplement (10).

Le Programme de Transition est un programme d'action et de revendications conçu pour une période déterminée où « les crises (...) apportent aux masses des privations et des souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage s'approfondit. Etc. » Il n'était donc en aucune façon adapté à une période de prospérité du capitalisme. La période de développement économique qui a suivi la seconde guerre mondiale aurait donc dû conduire les trotskystes à remettre en cause le Programme de Transition.

Bien au contraire, nous verrons que les différents groupes trotskystes ont mis en avant à tout propos des mots

d'ordres extraits du Programme de Transition dans des circonstances qui leur donnait un contenu complètement différent de celui que leur attribuait Trotski. Cette attitude est parfaitement cohérente pour l'OCI qui a toujours considéré que la situation était la même que celle décrite par Trotski en 1938. Par contre la Quatrième Internationale - tendance Frank/Mandel - a essayé de théoriser l'application du Programme de Transition à une période différente.

Ainsi, dans l'introduction à l'édition de 1967 du Programme de Transition, Pierre Frank s'il convient que si « par rapport à 1938, certains mots d'ordres sont devenus sinon périmés, du moins d'une importance secondaire relativement à d'autres », n'en écrit pas moins : « Les mots d'ordres de transition comme le contrôle ouvrier, l'ouverture des livres de compte, la réduction de la semaine de travail etc. ne passent plus par l'existence de la crise chronique, du chômage massif, mais à travers les conditions mêmes d'une prospérité temporaire ». Joli tour de passe-passe pour démontrer qu'un programme de crise est applicable en période de prospérité !

Toutefois, bien qu'il ne soit pas possible de dire si le capitalisme est entré dans une nouvelle période de crise comparable à celle de l'entre-deux guerres, la crise actuelle remet à l'ordre du jour la nécessité d'un Programme de Transition. Cette nouvelle crise du capitalisme s'ouvre cependant dans des conditions différentes de celles envisagées par Trotski en 1938.

LE PROLETARIAT ET SA DIRECTION

Pour Trotski, en conformité avec son pronostic selon lequel la bourgeoisie ne peut plus rien apporter aux masses, « la crise de l'humanité se résout à la crise de la direction révolutionnaire ». D'une manière générale Trotski qui n'avait pas compris le caractère définitivement contre-révolutionnaire et bourgeois de l'Etat russe à partir de 1928, sous-estimait la profondeur de la contre-révolution qui à la veille de la seconde guerre mondiale triomphait à l'échelle du globe. En 1938, il n'y avait pas une situation d'équilibre précaire entre le prolétariat et la bourgeoisie, mais une défaite générale de la classe ouvrière dont elle commence seulement à se relever aujourd'hui. Contrairement aux décennies qui précédèrent la guerre de 1914-18 qui virent une progression régulière des organisations ouvrières, c'est une série de défaites qui précéda la seconde guerre mondiale.

C'est un défaut courant des grands révolutionnaires de voir la révolution plus proche qu'elle n'est et, en 1938, il n'était évidemment pas interdit d'espérer qu'une vague révolutionnaire succède à la guerre qui s'annonçait. Contrairement à ceux qui font grief à Trotski d'avoir tenté de construire la Quatrième Internationale en pleine période de contre-révolution, nous pensons qu'il a pris la seule voie que pouvait prendre un révolutionnaire authentique en s'efforçant de donner une continuité organisationnelle et théorique au mouvement communiste révolutionnaire.

Mais ce qui n'était en 1938 qu'erreur de pronostic relève de l'aveuglement après la seconde guerre mondiale. De toute évidence ce n'est en effet plus l'absence de la « bonne direction » qui fait seul défaut au mouvement ouvrier. Le capitalisme fort de sa nouvelle prospérité — bien que cette dernière repose sur des rapports sociaux toujours plus oppressifs et aliénants, une déshumanisation de la vie quotidienne toujours plus poussée, un taux d'exploitation toujours plus élevé, un gaspillage des forces productives toujours plus monstrueux — va pouvoir, du moins dans les Etats capitalistes "avancés", donner à la classe ouvrière un niveau de vie sans précédent et se payer le luxe d'entretenir une puissante bureaucratie ouvrière.

Dans ces conditions, les directions staliniennes-et réformistes loin d'être en contradiction avec la volonté de lutte de leur base, reflètent en grande partie ses aspirations et son niveau de conscience.

Et si ces directions, ont pu, en de rares occasions, être débordées par les travailleurs, c'est au cours de luttes défensives revendicatives et sans lendemain. Ainsi, la fameuse grève Renault de 1947 au cours de laquelle une fraction des travailleurs de la Régie porta à sa tête un Comité de grève animé par des militants trotskistes ne déboucha que sur un éphémère "syndicat démocratique" qui s'effrita rapidement et l'écroulement du groupe trotskyste qui s'efforça de le maintenir à bouts de bras. Les dirigeants de ce groupe - l'Union Communiste ancêtre de Lutte Ouvrière - se fixaient pourtant de grandioses perspectives :

« ...Nous étions convaincus que sans révolution socialiste, une troisième guerre mondiale était inévitable, à plus ou moins bref délai (...) Nous avons considéré la grève Renault comme le début d'une grève

générale. Nous nous efforcions d'agir au niveau de l'histoire... » écrit Barta dirigeant d'alors de ce groupe.

Malgré d'innombrables trahisons de luttes revendicatives par les staliniens, aucune fraction ouvrière si minime soit-elle, ne put se former à leur gauche. Les mouvements de grève bradés comme la grande grève des mineurs de 1963 n'aboutirent qu'au découragement et à la prostration des travailleurs qui prenaient conscience du rôle des appareils bureaucratiques dans la mesure où le capital pouvait leur offrir une vie suffisamment supportable pour qu'ils n'éprouvent pas le besoin de s'organiser.

Dans de telles conditions, aucune « revendication transitoire », aucune « mise au pied du mur » des staliniens et des réformistes ne pouvaient permettre de détacher une fraction notable de la classe ouvrière de ces directions. L'incompréhension de cette situation historique a poussé les organisations trotskystes à rechercher dans le Programme de Transition des recettes permettant un succès immédiat et à pratiquer un opportunisme effréné qui les a profondément marquées sans pour autant leur permettre un développement tangible avant 1968.

Pour les trotskystes, les revendications transitoires devenaient en effet de véritables passe-partout permettant à la limite de surmonter le caractère de la période.

« Après tout, la différence entre une période calme et une phase pré-révolutionnaire ne pourrait-elle pas se surmonter à travers l'écho que provoque la lutte pour le contrôle ouvrier dans une usine importante, une ville ou une région ? » demande Mandel, théoricien de la Quatrième Internationale qui pousse ainsi jusqu'à sa caricature la théorie de la « bonne direction ».

De tels mots d'ordres lancés dans une période contre-révolutionnaire ne pouvaient que rencontrer le vide ou, pire encore, prendre un caractère ouvertement réformiste.

Sans cesser de militer au sein de la classe ouvrière sous prétexte du caractère contre-révolutionnaire de la période, pour se limiter à "l'élaboration théorique" comme le préconisent certaines tendances "ultragauche", les révolutionnaires auraient dû défendre au sein du prolétariat des positions beaucoup plus claires, dénoncer nettement le rôle contre-révolutionnaire des staliniens et des directions syndicales (9) et non délayer leur point de vue en affectant de partager les illusions des travailleurs pour tenter - en vain - de trouver leur oreille. Par rapport au stalinisme, la politique ambiguë des trotskystes eu en partie pour cause l'incompréhension de la période historique au lendemain de la seconde guerre mondiale. Cela est aussi vrai pour les trotskystes d'aujourd'hui qui, par le langage équivoque qu'ils tiennent sur le PC et les directions syndicales, sont très en retrait par rapport à Trotski qui en 1938 dans le Programme de Transition parlait du "passage définitif de l'Internationale Communiste du côté de l'ordre bourgeois.

LE CAPITALISME D'ETAT.

Mais les erreurs les plus graves du Programme de Transition sont imputables à la conception limitée du capitalisme qui est celle de Trotski, conception qui sous-tend une partie importante du Programme.

Pour Trotski le capitalisme se caractérisait étroitement comme un régime fondé sur la propriété privée individuelle des moyens de production.

« Les mesures partielles d'intervention de l'Etat et de nationalisation diffèrent en réalité de l'économie étatisée et planifiée, comme les réformes diffèrent de la révolution » écrivait-il.

Les conceptions trotskystes apparaissent ainsi en retrait sur celles de Marx, qui expliquait que la concentration et la centralisation du capital se poursuivraient jusqu'à ce que « le capital national tout entier ne forme plus qu'un seul capital entre les mains d'un seul capitaliste ou d'une seule compagnie de capitalistes ».

Il aura fallu attendre le lendemain de la seconde guerre mondiale pour voir l'Etat prendre en mains l'ensemble des moyens de production dans de nombreux pays. La concurrence capitaliste tend de plus en plus à s'effectuer, non plus entre capitalistes individuels, mais entre Etats c'est-à-dire entre les plus puissants et les plus avides des trusts capitalistes.

Contrairement aux conceptions de Trotski, le capitalisme a été capable de surmonter certaines de ses contradictions dans le cadre des frontières étatiques. Ces contradictions n'en sont que reportées au niveau plus élevé de la concurrence internationale. Et le « capitalisme d'Etat » ne représente nullement un mode de production supérieur, mais une solution de survie pour le capital. Il n'ouvre pas de nouvelles possibilités de développement des forces productives, mais constitue au contraire un frein dans la mesure où il s'oppose à la division internationale de la production et est fondé en partie sur l'autarcie et le renforcement des barrières étatiques pour protéger l'industrie nationale.

Le capitalisme d'Etat ne constitue pas une étape "nécessaire" par laquelle devraient passer tous les Etats, mais l'apparition de nouveaux régimes capitalistes d'Etat dans les secteurs les plus faibles du capital est prévisible, si la crise s'approfondit sans que la révolution prolétarienne ne vienne abattre les frontières étatiques.

Or l'étatisation de la production est au contraire, pour Trotski, une revendication inassimilable par le capitalisme et c'est dans ce sens qu'elle prend un caractère "transitoire".

Mettre en avant l'étatisation de l'économie aboutit en définitive à revendiquer des "réformes de structures" qui, non seulement ne sortent pas du cadre du capitalisme, mais vont même dans le sens de ses nécessités en période de crise, c'est-à-dire pendant la seule période où les mots d'ordre des révolutionnaires peuvent être largement repris. Présenter la création d'une "banque unique" et la nationalisation des secteurs clés comme des mesures transitoires vers le socialisme ne peut que contribuer à entretenir des illusions sur les staliniens et les réformistes qui se font eux-mêmes les promoteurs de ces mesures. Dans certaines circonstances, l'Etat bourgeois est même parfaitement capable de procéder à des nationalisations sans indemnisation comme le préconise Trotski. Le problème de l'indemnisation n'est en définitive qu'un détail, car l'étatisation de l'ensemble de l'économie ne peut pas être réalisée à la suite d'un accord unanime de l'ensemble de la classe capitaliste. Elle se réalise par une intervention plus ou moins despotique de l'Etat qui se fait le représentant de l'intérêt général du capital national au détriment de certains intérêts particuliers. La fraction de la bourgeoisie dont les intérêts ne sont pas liés à la propriété privée individuelle des moyens de production élimine ainsi ou absorbe entièrement ou en partie la fraction des propriétaires individuels. Et il est bien évident que ce n'est pas de gaieté de cœur que la plupart des capitalistes individuels ont été dépossédés que ce soit en Chine, à Cuba, en Yougoslavie ou en Tchécoslovaquie !

Dans les Etats capitalistes plus développés et donc plus prospères, la bourgeoisie privée individuelle demeure prospère, mais la part prise par le secteur étatique n'a pas cessé de croître et elle représente de 35 à 45 % du Produit National Brut, Cela signifie que se sont développées conjointement des couches bourgeoises dont les privilèges ne sont pas fondés sur la propriété privée, sans compter les innombrables PDG et cadres supérieurs salariés du secteur privé. Ces couches "bureaucratiques" de la bourgeoisie peuvent demain conquérir l'hégémonie dans l'Etat bourgeois dans la mesure où elles se feront l'expression de la nécessité de centraliser le capital pour assurer sa survie.

Ne pas envisager cette possibilité pour une organisation révolutionnaire, c'est se condamner à mener une politique désastreuse et à obscurcir la conscience des travailleurs au lieu de les aider à comprendre quelles formes inattendues peut revêtir l'exploitation et l'ennemi de classe.

Des événements récents nous donnent des exemples limpides des conséquences de ces conceptions erronées sur la politique des groupes trotskystes.

Au cours des dernières campagnes électorales législatives et présidentielles nous avons pu voir la Ligue Communiste et Lutte Ouvrière polémiquer avec le PC sur le nombre de nationalisations prévues par le programme commun et le programme de gouvernement du PCF. Ainsi dans sa brochure "Le programme de gouvernement du PCF, un programme pour la bourgeoisie, pas pour les travailleurs", Lutte Ouvrière consacre 7 pages au problème des nationalisations. L.O. explique certes d'un côté que les travailleurs n'ont rien à attendre des nationalisations comme le montrent les exemples des entreprises nationalisées à la "Libération" ; mais de l'autre L.O. reproche au PCF, chiffres à l'appui, de ne proposer des nationalisations qui ne toucheraient que 2 millions de salariés et de laisser subsister "un secteur privé considérable". Les trotskystes ne conçoivent les nationalisations que comme un moyen pour les capitalistes individuels de se procurer de l'électricité, des transports etc. à bon marché. Et naturellement ils sont complètement déçus quand

les nationalisations sortent de ce cadre comme le montre l'exemple du Portugal.

Dans sa première brochure sur le Portugal "Coup pour coup" N°1, la LCR affirme que les travailleurs de diverses entreprises mettent en avant la revendication de nationalisation et elle présente le MFA comme le défenseur de "la propriété privée, de la libre initiative, des lois du marché". Depuis la vague de nationalisations décidées par le MFA qui a frappé l'essentiel de l'économie portugaise la LCR explique que ces nationalisations ont été effectuées sous la pression des travailleurs...

En fait, dans des Etats comme Cuba, le Portugal, c'est une fraction de la bourgeoisie, l'armée, qui se fait l'agent de la nécessaire étatisation du capital et applique quasiment pour son propre compte cette partie du Programme de Transition !

Et encore, quand c'est une fraction de l'armée bourgeoise qui procède à l'étatisation de l'économie, le caractère de ces nationalisations devrait sauter aux yeux ; mais quand ce sont les staliniens - comme en Europe de l'Est ou en Chine - le désarroi des trotskystes est encore plus grand !

Ce fait à lui seul devrait suffire à démontrer la caducité de cette partie du programme trotskyste.

LES REVOLUTIONNAIRES ET LES NATIONALISATIONS.

En conséquence de ce qui précède, les révolutionnaires - s'ils mettent à leur programme l'expropriation générale des capitalistes après la prise de pouvoir de la classe ouvrière dans la mesure où l'étatisation n'aurait pas déjà été réalisée par l'Etat bourgeois - ne revendiquent de l'Etat bourgeois aucune nationalisation ou étatisation ; pas plus qu'il ne réclame à l'Etat bourgeois de réaliser (grâce à une banque unique) un système unique d'investissement et de crédit, "selon un plan rationnel qui corresponde aux intérêts de toute la nation" ! Un tel plan est parfaitement réalisable par l'Etat bourgeois, mais dans l'intérêt exclusif du capital !

Lorsque le problème de la nationalisation ou de la dénationalisation d'une entreprise est posé, les révolutionnaires ne doivent avoir en vue que la défense des intérêts des travailleurs. Il convient d'ailleurs de démystifier la légende selon laquelle l'Etat serait un meilleur patron ou même assurerait la sécurité de l'emploi. Les méthodes d'embauche d'auxiliaires licenciés à tout moment aux PTT ou à la SNCE, le chômage partiel chez Renault suffisent à démentir ce mythe. Réclamer le statut de fonctionnaires, comme le faisaient par exemple les travailleurs des Offices d'HLM revient à compter sur l'Etat bourgeois pour assurer la sécurité de l'emploi et non sur la force et l'organisation des travailleurs. Ceci dit, les révolutionnaires peuvent soutenir les travailleurs d'une entreprise en faillite réclamant la nationalisation tout en expliquant le caractère des nationalisations par l'Etat bourgeois et l'absence totale de garanties qu'elles représentent. Mais les révolutionnaires ne mettent pas eux-mêmes en avant la revendication de nationalisation : ils revendiquent le maintien de l'emploi et la conservation de tous les avantages acquis, sans proposer "un plan de restructuration" de l'entreprise comme le font les syndicats ou la nationalisation même "sous contrôle ouvrier" comme le faisait la Ligue Communiste Révolutionnaire à propos de Lip. Que les capitalistes et leur Etat se débrouillent comme ils l'entendent pour satisfaire les revendications des travailleurs, nous n'avons pas de conseils à leur donner quant à la manière d'y parvenir !

Si une entreprise est menacée de "privatisation" comme par exemple certains secteurs des PTT, les révolutionnaires se préoccupent avant tout des conditions de travail offertes aux travailleurs, de l'augmentation des tarifs que cela peut représenter pour les usagers etc. Ils dénoncent naturellement les bénéfices que peuvent réaliser les capitalistes privés et les tripatouillages auxquels ils se livrent, mais sans idéaliser le rôle "social" de l'Etat bourgeois. Des entreprises "publiques" comme Air France emploient l'énergie de dizaines de milliers de travailleurs à faire voyager des PDG et cadres supérieurs et ne se gênent pas plus pour licencier que n'importe quel patron privé !

D'une manière générale, les révolutionnaires doivent se méfier comme de la peste de toute revendication permettant de penser qu'une réorganisation de l'économie bénéfique aux travailleurs est possible dans le cadre de l'Etat bourgeois.

Interrogé récemment sur le problème de la "cogestion", Ségué répondait qu'il distinguait deux cas. Celui des

entreprises privées, dans le cadre desquels il n'était pas question de pratiquer la moindre cogestion, ce qui serait de la collaboration de classe ; et celui des entreprises publiques où la CGT était prête à prendre ses responsabilités pour assurer la bonne marche de l'entreprise...

Les révolutionnaires doivent dénoncer vigoureusement les illusions que les staliniens s'efforcent d'entretenir sur le secteur public. Nous ne soutenons pas le capital d'Etat contre le capital privé !

LE "CONTROLE OUVRIER" ET L'OUVERTURE DES LIVRES DE COMPTES.

Le mot d'ordre de "contrôle ouvrier" constitue un point du Programme de Transition qui mérite d'être examiné avec une attention toute particulière. Ce mot d'ordre est en effet aujourd'hui repris par toutes les variétés de réformistes et d'opportunistes qui lui donnent les contenus les plus divers et les plus éloignés de l'esprit de ses initiateurs.

Ce mot d'ordre a une histoire qu'il est nécessaire de rappeler brièvement. Il fut mis en avant par les bolcheviks à la veille de la révolution d'Octobre et son contenu est exposé de façon détaillée dans la brochure de Lénine "La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer". Il est tout à fait clair que pour Lénine il ne s'agit pas d'entreprendre le contrôle de l'économie dans le cadre du pouvoir bourgeois et du gouvernement Kerenski. L'instauration du contrôle ouvrier est la première mesure que doit prendre un pouvoir révolutionnaire. Le premier objectif des bolcheviks est en effet de continuer à faire tourner l'industrie sous la direction des entrepreneurs capitalistes, mais sous le contrôle des travailleurs pour les empêcher de saboter le plan économique, de dissimuler leurs profits, de passer leurs capitaux à l'étranger etc. Lénine ne réclame pas l'organisation du contrôle ouvrier par le gouvernement Kerenski, mais expose au contraire que par sa nature celui-ci ne peut organiser qu'un "contrôle bureaucratique réactionnaire" sur les masses laborieuses.

Pourtant, dès avant l'insurrection d'Octobre, dans de nombreuses entreprises, les comités d'usine exerçaient déjà un "contrôle" sur les capitalistes dans la mesure où le rapport de forces était en faveur des travailleurs et où le patron était dans l'incapacité d'imposer son ordre ; où ses directives étaient de fait soumises au droit de veto des ouvriers etc. Dans certains cas les ouvriers s'étaient rendus complètement maîtres des usines et les avaient remises en marche.

Cependant, l'Internationale Communiste devait par la suite donner un contenu sensiblement différent à ce mot d'ordre. Ainsi le II^{ème} congrès de l'Internationale Communiste, dans ses thèses sur le mouvement syndical et les comités de fabrique envisage un contrôle ouvrier étendu à des branches d'industries entières avant la prise du pouvoir de la classe ouvrière.

« ...la désorganisation de l'économie capitaliste est non seulement la conséquence de la volonté des capitalistes, mais aussi et beaucoup plus celle de la décadence irrésistible de leur régime. Aussi les Comités Ouvriers seront-ils forcés dans leur lutte contre les conséquences de cette décadence, à dépasser les bornes du contrôle des fabriques et des usines isolées et se trouveront-ils bientôt en face de la question du contrôle ouvrier à exercer sur des branches entières de l'industrie et sur son ensemble. Les tentatives d'ouvriers d'exercer leur contrôle non seulement sur l'approvisionnement des fabriques et des usines en matières premières, mais aussi sur des opérations financières des' entreprises industrielles provoqueront certainement de la part de la bourgeoisie et du gouvernement capitaliste des mesures de rigueur contre la classe ouvrière, ce qui transformera la lutte de la classe ouvrière pour le contrôle de l'industrie en une lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière ».

On voit que le contenu du mot d'ordre de "contrôle ouvrier" diffère sensiblement ici de celui que lui attribuait Lénine à la veille d'Octobre. Et c'est bien dans ce dernier sens que Trotski entend le contrôle ouvrier dans son Programme de Transition, Il s'en explique d'ailleurs parfaitement lui-même dans le texte suivant :

« Quel est le régime social correspondant au contrôle ouvrier sur la production ? Il est clair que le pouvoir n'est pas aux mains du prolétariat ; car dans ce cas nous n'aurions pas le contrôle ouvrier sur la production, mais le contrôle de l'Etat ouvrier sur la production comme introduction au régime de la production étatique sur la base de la nationalisation ». (Ecrits Tome 3) »

Dans le Programme de Transition, Trotski ajoute que ce contrôle ouvrier deviendra "l'école de l'économie planifiée. Par l'expérience du contrôle, le prolétariat se préparera à diriger directement l'industrie nationalisée

quand l'heure aura sonné".

Cette dernière affirmation est extrêmement dangereuse. S'agit-il toujours du contrôle ouvrier avant la prise du pouvoir ? Dans ce cas on voit très mal comment les prolétaires pourraient apprendre à "gérer l'économie" dans le cadre de l'Etat bourgeois ! Un tel mot d'ordre ne pourrait que détourner les travailleurs de la lutte pour le pouvoir politique vers des tâches gestionnaires. De plus, ce que les prolétaires pourraient apprendre en "contrôlant les capitalistes" dans le cadre de l'Etat bourgeois leur serait totalement inutile au lendemain de la prise du pouvoir.

Ce n'est pas en effet à la gestion de l'économie capitaliste, même étatisée, que devra s'atteler le prolétariat vainqueur mais à sa destruction. Ce ne sont pas des critères de rentabilité capitaliste auxquels les travailleurs auraient été familiarisés par l'ouverture des livres de compte qui seront pris en considération, mais les capacités matérielles et humaines de production dont le potentiel pourra être recensé rapidement par l'utilisation conjuguée des moyens les plus modernes de l'informatique et de la mainmise des travailleurs sur les stocks, machines etc.

Toute tentative de réorganisation générale de l'économie avant la prise du pouvoir ne pourrait qu'aider l'Etat bourgeois à détourner la classe ouvrière de la voie de l'insurrection. Tout ce que pourront faire les travailleurs, c'est prendre ici ou là des mesures d'urgence telles que des réquisitions de stocks d'alimentation, de moyens de transport, carburant etc., remise en marche d'entreprises pour répondre à leurs besoins immédiats. De telles mesures d'urgence dictées par la nécessité sont à la gestion de l'économie planifiée ce que le montage de quelques montres par quelques dizaines d'ouvriers de LIP est à l'organisation socialiste de l'industrie horlogère ou ce que l'occupation de maisons vides est à l'urbanisme socialiste !!

LE MOT D'ORDRE DE CONTROLE OUVRIER PEUT ETRE UNE ARME DU CAPITAL !

Le plus grave est cependant que - fidèles en cela au texte précédemment cité de l'Internationale Communiste - Trotski... et les trotskystes sont convaincus que :

« *Engagé sur la voie du contrôle de la production, le prolétariat sera inévitablement poussé à la prise du pouvoir et des moyens de production* ». (Ecrits Tome III).

Cette certitude procède de la conviction que la bourgeoisie ne pourra pas tolérer la "dualité du pouvoir" à laquelle aboutit le contrôle ouvrier dans les entreprises et que les nationalisations suite logique du contrôle ouvrier sont incompatibles avec le capitalisme.

Nous retrouvons ainsi l'erreur fondamentale de Trotski que nous avons dénoncée plus haut. Si le capitaliste individuel ne peut pas tolérer cette dualité du pouvoir, l'Etat capitaliste collectif peut s'en accommoder un certain temps.

L'étatisation de l'économie et l'adoption d'un plan de production nationale sont réalisables par une fraction des classes dominantes qui peut utiliser ce mot d'ordre de contrôle ouvrier pour placer la classe ouvrière à la remorque de son opération de centralisation étatique du capital parée des couleurs du socialisme. Le mot d'ordre de contrôle ouvrier école de gestion de l'économie planifiée convient tout particulièrement à cette opération !

COMMENT LES TROTSKYSTES APPLIQUENT LE MOT D'ORDRE DE "CONTROLE OUVRIER"

Pour Trotski, comme pour l'Internationale Communiste des premières années et Lénine, le contrôle ouvrier est un mot d'ordre qui ne peut être lancé que dans une période pré-révolutionnaire :

« *Le contrôle ne peut être arraché que par la force à la bourgeoisie par un prolétariat qui est en voie de lui arracher le pouvoir* ».

On ne peut mieux souligner que le contrôle ouvrier ne peut être le résultat d'un accord institutionnalisé et on mesure le ridicule du mot d'ordre de la LCR "nationalisation de LIP sous contrôle ouvrier" !!

Nous avons déjà souligné le caractère réformiste de la mise en avant de mots d'ordre tels que le contrôle ouvrier en période de paix sociale. Mais le théoricien de la Quatrième Internationale, Ernest Mandel, a été beaucoup plus loin. Toujours sans doute dans le but de transformer une période de prospérité capitaliste en une période révolutionnaire grâce à de "bons mots d'ordre lancés par la bonne direction", il va jusqu'à réclamer LE CONTROLE DES SYNDICATS SUR LES INVESTISSEMENTS :

« Un des traits les plus frappants du néo-capitalisme, c'est qu'il y a socialisation d'une partie croissante des frais et faux frais de production, alors que les bénéfices et la propriété restent privés. (...) Alors que les capitaux, sortent en majeure partie de la poche des contribuables (c'est-à-dire en majeure partie de la poche des travailleurs) ce ne sont pas seulement les bénéfices et les actions qui restent dans le domaine privé ; c'est aussi le droit de décision sur la localisation des investissements et leur destination. Réclamer le contrôle ouvrier sur les investissements c'est donc réclamer non pas la coresponsabilité des dirigeants syndicalistes pour la gestion capitaliste de l'industrie mais le droit de veto syndical sur ces investissements, quant à leur localisation, leur forme et leur destination, prévues par le patronat ». (11)

En dépit des réserves de Mandel sur la "coresponsabilité" des responsables syndicaux qui ne sont qu'une clause de style, à qui fera-t-on croire que des dirigeants syndicaux qui disposeraient d'un droit de veto sur les investissements ne porteraient pas de fait la responsabilité des décisions adoptées avec leur consentement ?

Qu'un Comité d'usine, dans une période de mobilisation importante des travailleurs, puisse s'opposer à telle ou telle décision patronale liée directement ou indirectement à l'orientation des investissements est une chose très différente de la revendication de l'institution d'un "droit de veto sur les investissements" pour les syndicats ! Un tel droit ne ferait d'ailleurs qu'achever l'intégration des appareils syndicaux à l'Etat. C'est le cas, par exemple en Italie, chez Fiat où l'accord entre les syndicats et la direction prévoit d'associer ceux-ci à l'orientation des investissements. Un tel accord devrait pourtant combler d'aise Mandel !

DEUX EXEMPLES : LE PORTUGAL ET LA POLOGNE

Le Portugal nous fournit une illustration parfaite de la voie de garage sur laquelle peut conduire la conception trotskyste du « contrôle ouvrier ».

Le groupe Lutte Ouvrière proposait récemment au prolétariat portugais la politique que nous pouvons résumer sommairement ainsi (LDC N°22) : signature avec le MFA d'un accord de Front Unique aux termes duquel "la classe ouvrière (qui) n'a pas l'intention de conduire l'économie à la catastrophe" (sic) s'engagerait à retrousser les manches à condition que "les sacrifices pour la remise en marche de l'économie ne (lui) incombent pas entièrement" (re-sic) et que le contrôle ouvrier soit institué pour que les travailleurs puissent en quelque sorte contrôler que les patrons accomplissent eux-aussi des sacrifices !

Passons sur le fait qu'une bonne partie des usines étaient déjà nationalisées quand Lutte-Ouvrière écrivait cela, de nombreux patrons en fuite ou fonctionnarisés et que les ouvriers n'avaient pas attendu LO pour imposer un contrôle sur les entreprises et avaient déjà remis en marche nombre d'entre elles ; que le contrôle ouvrier ne peut s'institutionnaliser par voie de décret ou « d'accord précis » avec le MFA comme le réclame LO, mais est le fruit d'un rapport de forces et d'un équilibre provisoire...

Une telle politique va en pratique tout à fait dans le sens des objectifs de la fraction de la bourgeoisie portugaise dont les intérêts ne sont pas directement liés à la propriété privée individuelle des usines.

Voici de quelle façon un "socialiste" portugais se vante dans la revue "l'EXPANSION" d'utiliser le contrôle ouvrier pour faire prendre en charge par les travailleurs, leur propre exploitation :

« Antonio Celeste, militant socialiste, était le patron d'une filiale de la CUF, la Cellulos do Guadiana, nationalisée en avril. Démissionnaire, il a été rétabli dans ses fonctions par plébiscite. Il affirme, non sans fierté, n'avoir aucun problème avec ses travailleurs, auxquels il a même refusé une augmentation de salaires pourtant promise par l'administration précédente. "J'ai essayé de les responsabiliser". Ils sont capables, affirme-t-il, d'apprécier nos comptes d'exploitation mensuels et ont même participé de manière efficace à l'élaboration du plan de restructuration de l'industrie papetière » ... (L'Expansion N°88).

Bien sûr, nous entendons d'ici les trotskystes pousser les hauts cris : "cela n'a rien à voir avec le contrôle ouvrier tel que nous le voulons ! etc."

Cela n'a peut-être effectivement rien à voir avec ce qu'ils imaginent, mais c'est à ce résultat que risque de mener la politique qu'ils préconisent.

Au Portugal les ouvriers ont adopté spontanément des formes d'organisation et établi un rapport de forces dans les entreprises qui dépassent nettement le cadre du contrôle ouvrier : une bonne part des patrons sont en fuite, de nombreuses usines tournent en autogestion. Toutes les forces conservatrices du Portugal s'accordent donc -y compris le PCP- à s'affirmer partisans du contrôle ouvrier car le problème numéro un consiste pour les classes dominantes portugaises à consolider leur appareil d'Etat ébranlé par les guerres coloniales et les luttes de faction depuis le 25 avril et à remettre la production en route.

Le contrôle ouvrier apparaît donc comme un hochet offert aux travailleurs pour les détourner de la lutte pour le pouvoir. Un hochet qui coûte d'autant moins cher à la bourgeoisie que les travailleurs s'en étaient déjà emparés !

S'inspirant directement du Programme de Transition LO propose de s'engager à ne pas mettre en danger l'économie nationale en échange du contrôle ouvrier et d'un plan de partage des sacrifices entre toutes les classes. C'est l'idée d'un "plan conforme aux intérêts de toute la nation" qui est reprise ici. Aux termes de ce marché de dupes la classe ouvrière abandonnerait ses revendications immédiates en échange de ce qu'elle a déjà pris : le contrôle ouvrier !

Dans ce cas précis le mot d'ordre de contrôle ouvrier n'aboutit pas à organiser les ouvriers qui le sont déjà (en commissions ouvrières etc.) mais à diriger l'activité de leurs organisations vers des tâches qui les détournent de l'objectif essentiel : la lutte pour le pouvoir politique.

Mais le cas du Portugal n'est pas exceptionnel : nous remarquerons qu'en Pologne (qui est un des Etats où la lutte de classes a atteint le plus haut niveau depuis la vague révolutionnaire des années vingt) la bourgeoisie est parvenue à récupérer et dévoyer l'initiative ouvrière par des moyens comparables.

Dans ce pays, à deux reprises, en 1956 et en 1970, des conseils d'usine surgissent et mettent en danger le régime. Chaque fois, au prix d'un remaniement du personnel dirigeant — l'arrivée au pouvoir de Gomulka en 1956, son éviction au profit de Gierk la seconde — la classe dominante parvient à faire rentrer les choses dans l'ordre en légalisant les organes que se sont donnés les travailleurs et en leur attribuant des tâches de contrôle et de gestion. Les illusions qui peuvent encore régner en Pologne sur le caractère "socialiste" de l'étatisation de la production ne sont certainement pas le moindre des atouts des exploités. L'intégration des conseils d'usine à l'appareil d'Etat aura permis de réduire plus facilement l'insurrection ouvrière que l'emploi des chars !

UN PROGRAMME DE TRANSITION AUJOURD'HUI

Nous nous sommes efforcés d'exposer de quelle façon le mot d'ordre de contrôle ouvrier, qui a correspondu à une situation historique bien particulière en Russie, peut être récupéré par la bourgeoisie. Ce mot d'ordre sera sans aucun doute utilisé par les fractions les plus éclairées des classes dominantes pour dévoyer le mouvement ouvrier, au même titre que l'autogestion et les nationalisations.

Ce mot d'ordre perd tout caractère transitoire dans la mesure où, au lendemain de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, le problème qui se posera ne sera pas de "contrôler les capitalistes en vérifiant leurs livres de compte". Les grandes unités industrielles qui sont des sociétés par actions dont les propriétaires ont perdu depuis longtemps toute fonction dans la production seront immédiatement expropriées, la partie des directeurs salariés utilisables transformée en personnel technique travaillant sous les ordres (et non le contrôle) des organes de pouvoir ouvrier.

MESURES TRANSITOIRES PRISES PAR LE PROLETARIAT AU POUVOIR

Les mesures les plus importantes ne consisteront d'ailleurs pas dans cette expropriation juridique des patrons privés qui ne changerait en rien la condition des travailleurs. Une série de mesures transitoires devront être adoptées par l'Etat ouvrier. Ces mesures ne constituent en aucune façon des revendications que les révolutionnaires adressent à l'Etat bourgeois à la façon dont le Programme trotskyste réclame des "grands travaux". Ce sont des mesures pour lesquelles nous devons faire de la propagande dans une période révolutionnaire ou pré-révolutionnaire en insistant inlassablement sur le fait que seul le pouvoir ouvrier pourra les prendre.

Nous ne prétendons pas dresser ici le catalogue complet de ces mesures et il est certain que c'est une des tâches du mouvement communiste révolutionnaire d'élaborer un "programme de transition" détaillé dans les Etats capitalistes avancés. Voici grossièrement quelques-unes des mesures que rend possibles le développement des forces productives, étant bien entendu que la priorité, pour un Etat ouvrier, sera consacrée aux tâches internationales d'extension de la révolution et non à l'impossible construction du socialisme dans un seul pays,

- DISTRIBUTION GRATUITE, REGULIERE DE NOMBREUX BIENS DE CONSOMMATION qui sont en quantité abondante, tels que l'alimentation, les vêtements etc...
- Logement, gaz, électricité, médecine gratuits
- Suppression d'innombrables activités parasites dites "tertiaires" : banques, Sécurité sociale, assurances, publicité, agents immobiliers etc.
- Maintien intégral des avantages acquis et reclassement des travailleurs de ces branches en diminuant radicalement la durée du travail hebdomadaire
- Mise en place de cours de formation professionnelle et générale pour tous les travailleurs qui souhaitent y participer sur les heures de travail
- Lutte contre la séparation entre travail manuel et intellectuel : suppression de toutes les industries vétustes dont la production peut être prise en charge par des unités modernes actuellement utilisées à la fabrication d'objets inutiles ou nuisibles socialement ; utilisation généralisée de l'informatique et de l'automatisation ; organisation d'un roulement pour toutes les tâches pénibles ; encouragement de toutes les initiatives des couches les plus défavorisées des travailleurs pour transformer l'organisation de la production, entreprendre l'abolition de la hiérarchie et des méthodes d'organisation du travail qui lui sont liées, le problème n'étant pas de produire plus mais de produire uniquement des objets utiles socialement.
- Mise en place d'un système d'enseignement polytechnique supprimant la division entre lycée d'enseignement général et CET etc...
- Reconversion immédiate des industries inutiles : automobile (dans son immense majorité), industries de luxe.

Dès la prise du pouvoir par le prolétariat doivent être prises des mesures de destruction de l'économie marchande et allant dans la direction de la destruction du salariat, de la création d'une économie distributive – même si certains biens doivent être provisoirement et partiellement rationnés. Très rapidement une partie importante de la part de consommation sociale de chaque travailleur pourrait être attribuée par bons de consommation ne circulant pas. (Bons permettant un choix entre divers biens de consommation - d'innombrables systèmes sont imaginables). Dès le début de la dictature du prolétariat le salaire ne représenterait plus qu'une fraction des "revenus" des travailleurs qui tendrait à diminuer progressivement.

Voilà, à notre avis, dans quel esprit doit être établi un "programme de mesures transitoires vers le socialisme".

Cependant un tel programme ne dispense pas d'avancer des mots d'ordre transitoires permettant d'aider les travailleurs à s'organiser.

MOTS D'ORDRE TRANSITOIRES

Le Programme de Transition de Léon Trotski contient des mots d'ordre immédiats qui font partie des méthodes de lutte traditionnelles de la classe ouvrière et que nous reprenons entièrement à notre compte :

- CREATION DE COMITES DE GREVE ET D'USINE ELUS ET REVOCABLES
- COORDINATION DE CES COMITES
- PIQUETS DE GREVE, AUTODEFENSE OUVRIERE ET FORMATION DE MILICES

Le PARTAGE DES HEURES DE TRAVAIL ENTRE TOUS sans diminution de salaire peut également être mis en avant en période de crise et de chômage : ce peut être le rôle d'un comité d'usine ou d'un comité de grève d'imposer le plein emploi.

L'échelle mobile a aujourd'hui été reprise par les organisations syndicales. Dans de nombreuses entreprises un accord d'échelle mobile des salaires a même été obtenu et il en résulte des discussions sur les indices de prix entre les syndicats et le patronat interminables et incompréhensibles pour les travailleurs. Il faut souligner qu'en période de prospérité du capitalisme une clause d'échelle mobile est négative et risque de freiner l'action revendicative. En période de crise et d'inflation la tentative de mobiliser les travailleurs sur le contrôle des indices et des hausses de prix a peu de chances d'aboutir. Cette revendication présente également l'inconvénient de donner l'illusion qu'un accord pourrait garantir les revenus des travailleurs... L'expérience montre de toute façon que, dans les périodes d'inflation accélérée, les travailleurs savent mettre en avant des revendications qui correspondent à la hausse du coût de la vie, même sans échelle mobile ! On l'a vu par exemple en Argentine récemment où la combativité ouvrière a permis d'obtenir des augmentations de salaires de 100% !

Sans combattre systématiquement cette revendication lorsqu'elle est mise en avant par les travailleurs, les révolutionnaires ne peuvent à notre avis en faire un cheval de bataille.

DANS LES ENTREPRISES EN FAILLITE : SE PAYER SUR LE CAPITAL !

Les révolutionnaires doivent avancer des mots d'ordre particuliers dans les entreprises en voie de fermeture, règlement judiciaire etc. Dans son Programme de Transition Trotsky met en avant l'ouverture des livres de compte pour dévoiler les trafics, escroqueries des capitalistes. Le seul résultat que les travailleurs peuvent attendre de l'ouverture des livres de compte d'une entreprise, ce sont des révélations sur les traitements, indemnités, "frais" du personnel de direction qui permettront de faire de l'agitation. C'est rigoureusement tout ! Mais c'est néanmoins un élément à ne pas négliger dans la bataille contre le patronat.

Toutefois le mot d'ordre sur lequel les révolutionnaires doivent centrer leur propagande ce sont les ouvriers de LIP qui nous l'ont indiqué : SE PAYER SUR LE CAPITAL !

Saisie de l'entreprise, de ses machines, plans, documents, de tout ce qu'on peut trouver d'utile pour se dédommager et tenir le plus longtemps possible. A condition de dénoncer énergiquement toutes les illusions autogestionnaires, on peut mettre en avant LA REMISE EN ROUTE DE L'ENTREPRISE SOUS DIRECTION OUVRIERE de façon à vendre, échanger, distribuer etc. des produits de l'entreprise, toujours dans le but unique de pourvoir aux besoins immédiats des travailleurs.

SAISIE OUVRIERE !

Bien entendu les possibilités des diverses entreprises sont extrêmement variées : les travailleurs d'une usine de montres disposent de possibilités plus grandes que ceux qui fabriquent des turbines ou des grues... Dans chaque cas on peut proposer l'élection d'un COMITE D'USINE chargé d'étudier toutes les possibilités techniques de fabriquer des objets utiles commercialisables (encore une fois non pas dans le but d'apprendre à gérer quoi que ce soit) et de prendre des contacts pour coordonner l'action avec d'autres entreprises dans le même cas.

Plus que d'un "contrôle ouvrier" de capitalistes qui s'évanouissent dans la nature dans ces cas-là, ce sera la SAISIE OUVRIERE de l'usine qui pourra être mise en avant !

Ces mots d'ordre peuvent aider - dans une période de crise pré-révolutionnaire uniquement évidemment et non en tous temps et en tous lieux - à l'établissement d'une situation de double pouvoir, comme l'envisageait Trotsky pour le contrôle ouvrier (il est bien entendu qu'aucun mot d'ordre, transitoire ou non, ne crée artificiellement une situation révolutionnaire).

Il est possible également qu'une situation comme celle-ci, où de nombreuses entreprises occupées par les travailleurs tournent en autogestion etc., dure un certain temps avant que se pose le problème de la prise du

pouvoir politique, dans la mesure où il y a un décalage entre les organisations de défense économique que se donnera la classe ouvrière et son organisation politique.

Dans une telle situation, il est probable que l'Etat bourgeois répondra par des mesures de nationalisations et en nommant des administrateurs dans les entreprises remises en marche par les travailleurs et en cherchant à obtenir la collaboration des comités ouvriers pour remettre en marche l'économie. Dans la mesure où les travailleurs n'auront pas encore les forces de monter à l'assaut du pouvoir, le rôle des révolutionnaires sera de dénoncer fermement le caractère de ces nationalisations, que stalinien, réformistes de toutes nuances ne manqueront pas de parer des couleurs du socialisme, et de **PRESERVER L'AUTONOME DES ORGANES OUVRIERS** en exigeant de l'Etat des salaires et conditions de travail correctes et en refusant toute responsabilité dans la gestion.

Dans la mesure où la mobilisation des travailleurs s'accroîtra, ce ne sera pas le contrôle de branches d'industrie qui se posera mais la formation de SOVIETS ou de comités d'usine qui pourront appeler à la grève générale et à l'insurrection.

GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN

1) Un mot d'ordre d'agitation générale.

Dans son Programme de Transition, Trotski explique parfaitement les différents sens donnés au mot d'ordre "gouvernement ouvrier et paysan".

Le premier est une "dénomination populaire de la dictature du prolétariat". C'est également dans ce sens que le IV^{ème} congrès de l'IC en préconisait l'emploi systématique comme "mot d'ordre de propagande générale".

Dans ce premier sens, ce mot d'ordre nous semble de la plus grande confusion. D'une part l'alliance entre ouvriers et paysans - dont ce mot d'ordre se fixait également pour but de faire comprendre la nécessité - ne peut se concevoir aujourd'hui dans les pays capitalistes avancés de la même façon qu'en URSS où la révolution présentait un caractère DOUBLE : ouvrier et bourgeois.

D'autre part et surtout, cette expression ne peut qu'être comprise aujourd'hui comme "gouvernement dans le cadre de l'Etat bourgeois actuel". Elle est donc à repousser catégoriquement comme mot d'ordre d'agitation générale. Le mot d'ordre "le pouvoir aux travailleurs" est beaucoup plus juste et plus clair.

2) Un gouvernement transitoire dans le cadre de l'Etat bourgeois

Mais le mot d'ordre de "gouvernement ouvrier" a également un second sens. Trotski résume ainsi l'histoire de ce mot d'ordre qui prend sa source dans la tactique adoptée par les bolcheviks en octobre 1917.

« En avril 1917, les bolcheviks réclamaient que les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks rompent leur liaison avec la bourgeoisie libérale et prennent le pouvoir en leurs propres mains. A cette condition, les bolcheviks promettaient aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires, représentants petits-bourgeois des ouvriers et des paysans, leur aide révolutionnaire contre la bourgeoisie en renonçant cependant catégoriquement tant à entrer dans le gouvernement des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires qu'à prendre une responsabilité politique pour lui ».

Trotski prend particulièrement soin de préciser qu'il entend ce mot d'ordre uniquement dans le sens qu'il avait en 1917. A cette seule condition, Trotski attribue à ce mot d'ordre "une énorme valeur éducative".

Le quatrième congrès de l'Internationale Communiste -dont Trotski s'inspire- nous donne des précisions supplémentaires sur le contenu de ce mot d'ordre :

« Le mot d'ordre de "gouvernement ouvrier" est une conséquence inévitable de toute la tactique du "Front Unique", (...) Le programme le plus élémentaire d'un gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les organisations, bourgeoises contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à faire tomber sur les riches le principal fardeau, des impôts (...) Un gouvernement de ce genre n'est possible que s'il naît dans la lutte des masses, s'il s'appuie, sur des organes ouvriers aptes

au combat ».

L'Internationale Communiste envisageait diverses éventualités et distinguait nettement le "gouvernement ouvrier révolutionnaire" des "gouvernements camouflés de coalition" entre la bourgeoisie et les leaders ouvriers contre-révolutionnaires (...) tolérés par la bourgeoisie dans les périodes critiques pour tromper le prolétariat sur le caractère de classe de l'Etat, ou même pour détourner l'attaque révolutionnaire du prolétariat et gagner du temps avec l'aide des leaders ouvriers corrompus."

3) Les trotskystes et le mot d'ordre de gouvernement ouvrier

Il convient en premier lieu de dénoncer vigoureusement l'application caricaturale et véritablement grotesque de ce mot d'ordre par la plupart des groupes trotskystes qui aboutit à le dénaturer complètement.

Nous venons de voir que, tout comme le mot d'ordre de "contrôle ouvrier", celui de "gouvernement ouvrier" n'a de sens que dans une période pré-révolutionnaire où la classe ouvrière s'est donné des organes de combat sous le contrôle et la pression permanente desquels agissent les "partis et les organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans". Dans une période de paix sociale relative, un tel mot d'ordre revient purement et simplement à réclamer ce "gouvernement de coalition camouflé avec la bourgeoisie" que dénonçait l'Internationale Communiste.

C'est tout simplement ce que font en permanence sous des présentations variées l'OCI et la Ligue Communiste.

L'OCI sous la forme la plus caricaturale : "gouvernement PC-PC sans les radicaux"; comme si la présence ou l'absence de Fabre et de ses acolytes au sein de l'Union de la Gauche changeait quoi que ce soit à la nature de cette alliance !

Naturellement cette politique s'applique indifféremment à tous pays et toutes situations : au Portugal il devient "gouvernement PC PS sans le PPD" !?

La LCR quoiqu'un peu plus subtile dans sa façon de présenter la chose défilait néanmoins pendant la grève des PTT de 1975 avec des banderoles "gouvernement ouvrier" et expliquait alors dans les éditoriaux de "Rouge" que ce mot d'ordre faisait son chemin parmi les travailleurs des PTT...

Cette politique aboutit à réclamer un gouvernement bourgeois de gauche et à se mettre à la remorque de l'Union de la Gauche. Evidemment cette "stratégie" funeste procède de la même incompréhension de la période que nous avons dénoncée plus haut : elle consiste à mettre en avant un programme prévu pour une situation révolutionnaire dans une période qui ne l'est pas. Soit parce qu'on croit la période révolutionnaire en permanence, soit parce qu'on espère changer son caractère à l'aide de mots d'ordre "opératoires"...

Il est possible d'affirmer que cette incompréhension complète de la période historique jointe à une application scholastique du Programme de Transition a conduit la quasi-totalité des organisations trotskystes à s'aligner derrière le stalinisme et les gouvernements de Front Populaire sous couvert de leur accorder un "soutien critique" qui n'a rien à voir avec la tactique préconisée par Lénine et Trotski. Sans énumérer une série fastidieuse d'exemples, signalons notamment qu'en 1946 la Quatrième Internationale réclamait en France un "gouvernement PC-PC-CGT" (sans le MRP) assorti d'un programme de nationalisations "sous le contrôle ouvrier le plus démocratique" ; un gouvernement travailliste en Grande-Bretagne etc.

Nous noterons que si la tendance Lutte Ouvrière est plus prudente puisque -seule des organisations trotskystes- elle ne met pas en avant pour le moment le mot d'ordre de "gouvernement ouvrier", la voie dans laquelle elle s'engage de plus en plus la mène dans la même direction. Cette tendance s'était distinguée pendant longtemps par son intransigeance face aux staliniens qui tranchait avec l'opportunisme des autres groupes trotskystes.

Pourtant, pendant la préparation des élections législatives de 1973 où elle devait présenter 171 candidats, elle commença en avril 1972 par distribuer une "lettre ouverte" aux militants du PCF dans laquelle elle s'engageait à voter pour les candidats du PCF au cas où ils s'engageraient à satisfaire un certain nombre de revendications. Comme on pouvait s'y attendre cette "mise au pied du mur" des staliniens demeura sans aucune réponse. LO

n'en appela pas moins à voter pour les candidats de gauche. Elle ne le fit qu'au second tour et, pendant la campagne du premier, laissa planer le suspense sur son attitude au second et présenta cette attitude à ses militants comme une position de classe face à celle "sans principes" de la Ligue qui annonça dès le premier tour son vote pour la gauche au second...

LO soutint donc la coalition camouflée entre la bourgeoisie et les leaders ouvriers contre-révolutionnaires sans même qu'ils se soient engagés sur quoi que ce soit de positif pour la classe ouvrière !

LO accomplit un pas supplémentaire aux présidentielles où elle annonça dès le premier tour qu'elle voterait Mitterrand au second, sans d'ailleurs prendre la peine d'expliquer à ses militants en quoi cette attitude était, moins opportuniste que celle de la Ligue Communiste aux législatives ou si, au contraire, c'est la direction de LO qui s'était trompée en critiquant la Ligue sur ce point...

Mais c'est surtout par le ton de sa campagne que LO a véritablement glissé sur le terrain du "soutien critique" à l'Union de la Gauche par l'usage d'innombrables formules du genre "pour contraindre Mitterrand à tenir ses promesses", "nous avons réconcilié les travailleurs avec la gauche" etc., en ne dénonçant que la personne de Mitterrand et non le programme fondamental de l'Union de la Gauche et du PCF de gestion de l'Etat bourgeois etc.

Nous pensons toutefois qu'un vote clairement limité à la réalisation de promesses précises pourrait être accordé à une coalition réformatrice dans le but de renforcer la situation de la classe ouvrière et des révolutionnaires dans certaines circonstances. Par exemple : pour la libération de prisonniers politiques, le rétablissement des libertés démocratiques, comme le cas s'est présenté en Espagne en 1936. Il va sans dire qu'une telle politique devrait s'accompagner d'une dénonciation intransigeante de la nature de classe d'un tel pouvoir et du rappel inlassable que les travailleurs ne doivent attendre leur émancipation que de leur dictature.

Il est par contre hors de question d'accorder le moindre soutien politique -si "critique" soit-il- de revendiquer et encore moins de participer à un gouvernement de coalition avec, la bourgeoisie et même de réclamer un "gouvernement des organisations ouvrières" en dehors d'une période révolutionnaire. Non seulement ce mot d'ordre n'a pas une valeur éducative, dans cette circonstance, mais il entretient la plus grande confusion sur la nature des partis staliniens et sociaux-démocrates.

Faire semblant de partager les illusions qui sont censées être celles des travailleurs sur Mitterrand, Marchais et Séguy en leur demandant de rompre avec la bourgeoisie, d'engager la lutte contre elle, d'appliquer un programme socialiste ou simplement de défense des intérêts ouvriers, alors que leur seul et évident but est de gérer le capital moyennant quelques réformes, ne peut qu'aboutir en définitive à semer la confusion parmi les travailleurs qui sympathisent avec les révolutionnaires.

C'est une chose de dire "Séguy ne défend pas les intérêts des travailleurs, la preuve : il refuse de coordonner et d'étendre les luttes". C'est une autre de demander à Séguy de le faire.

Dans les circonstances présentes, réclamer que Mitterrand et Marchais ou Soarès et Cunhal se mettent d'accord pour défendre les intérêts du prolétariat, c'est véritablement tromper les travailleurs sur la nature du seul compromis qu'ils puissent passer : un accord sur le dos des travailleurs. C'est ce que l'on vient de voir au Portugal. Alors que les trotskystes exhortaient Cunhal et Soarès à "cesser leur polémique stérile et sectaire", ceux-ci se sont effectivement unis... dans un gouvernement de coalition auquel participent les tendances essentielles du capital portugais et dont la fonction est le rétablissement de l'ordre, la remise au pas de la classe ouvrière et des soldats récalcitrants !

4) Le mot d'ordre de gouvernement ouvrier dans une période révolutionnaire

Après cette critique de la dénaturation par les organisations trotskystes du mot d'ordre de "gouvernement ouvrier" tel que le concevaient la Troisième Internationale et Trotski, il est nécessaire d'examiner son emploi dans une situation révolutionnaire ou pré-révolutionnaire.

Dans une situation où par exemple -à l'image de ce qui s'est passé lors de la révolution russe- des dirigeants bourgeois de la classe ouvrière seraient majoritaires dans des conseils ouvriers, on ne peut exclure la possibilité de les inviter à prendre le pouvoir. Dans la mesure où ces dirigeants opportunistes agiraient en permanence sous le contrôle d'organes de combat de la classe ouvrière, cette tactique pourrait permettre aux révolutionnaires d'utiliser le discrédit qui ne manquerait pas de les frapper pour gagner la majorité dans la classe ouvrière.

Une telle situation -rien ne permet d'affirmer que les révolutionnaires auront à l'affronter- est radicalement différente de celle de la France au lendemain de la "Libération", des élections présidentielles de 1974 etc.

Encore conviendrait-il d'envisager cette tactique avec la plus extrême prudence. Les staliniens qui dans une telle situation seraient incontestablement les ennemis les plus dangereux du prolétariat révolutionnaire disposent en effet de possibilités de manœuvres différentes de celles des mencheviks et SR en octobre 1917. Si on limite la bourgeoisie aux capitalistes individuels, il est parfaitement possible à certains partis staliniens dans de telles circonstances de "rompre" avec eux et avec les partis qui les représentent pour mener la seule politique conséquente permettant la survie du capital : l'étatisation de l'économie. Un parti révolutionnaire qui mettrait en avant comme mots d'ordre principaux la "rupture avec les partis bourgeois, les nationalisations sous contrôle ouvrier" etc. serait donc complètement désorienté en constatant que les staliniens appliquent son programme.

Soulignons à nouveau qu'il ne s'agit pas là d'une hypothèse d'école : dans les pays d'Europe de l'Est, les staliniens ont si bien rompu avec les partis bourgeois et sociaux-démocrates avec lesquels ils avaient formé une coalition au lendemain de la seconde guerre mondiale qu'ils ont emprisonné ou éliminé l'ensemble de leurs dirigeants !

Au Portugal nous avons vu que le PCP était tout à fait prêt à gouverner seul avec le MFA et à rompre avec le PSP' -représentant principal de la bourgeoisie traditionnelle et de l'impérialisme occidental. Ce que les partis staliniens ne feront pas, c'est s'appuyer sur la mobilisation révolutionnaire des travailleurs. Car ils craignent plus cette mobilisation qui conduirait à leur élimination que leur destruction par une dictature fasciste.

Toutefois, s'ils ont l'assurance de pouvoir entièrement contrôler bureaucratiquement la classe ouvrière, il leur est parfaitement possible de l'utiliser comme force d'appoint pour tenter d'imposer un projet politique qui coïncide, comme nous l'avons déjà exposé, avec celui d'autres forces sociales : les couches "bureaucratiques" de la bourgeoisie, certaines fractions de l'armée, en particulier dans le tiers-monde, voire même des fractions lucides du capital privé, prêtes à se "reconvertir" dans la mesure où elles verraient alors dans le projet du PC le seul moyen de préserver une partie de leurs privilèges.

C'est l'ensemble de ces possibilités qu'il est indispensable de comprendre clairement, d'expliquer aux militants ouvriers et aux travailleurs, de prendre en considération avant de mettre en avant le mot d'ordre de "gouvernement ouvrier".

LE FRONT UNIQUE OUVRIER, LE PC ET LE PS

La question du "Front Unique" n'est pas traitée dans le Programme de Transition. Cependant, ce mot d'ordre qui a été élaboré par la Troisième Internationale est si souvent mis en avant par les groupes trotskystes aujourd'hui qu'il nous semble nécessaire de l'examiner brièvement.

Cette tactique avait pour objectif d'opposer à la bourgeoisie un front uni des organisations ouvrières pour permettre au prolétariat de défendre ses positions dans une situation de repli où les communistes ne disposaient pas d'une influence suffisante au sein des masses pour monter à l'assaut du pouvoir. Elle devait permettre aux communistes de détacher de leurs chefs opportunistes les travailleurs encore influencés par la social-démocratie en mettant ces derniers "au pied du mur", en les sommant de rompre avec la bourgeoisie.

Cette tactique supposait que les communistes conservent, non seulement leur pleine autonomie organisationnelle, mais ne cessent à aucun moment de dénoncer la trahison des dirigeants sociaux-démocrates.

Trotsky préconisa cette tactique à diverses reprises au mouvement ouvrier, en particulier au moment de la montée du fascisme en Allemagne, alors que le PCA dénonçait les "sociaux-fascistes" de la social-démocratie comme les ennemis principaux à abattre, politique qui mena au triomphe des nazis et à la destruction du mouvement ouvrier allemand.

Voici ce qu'écrivait Trotsky, face à la menace fasciste en France après les émeutes fascistes de février 1934 :

« A toutes les organisations ouvrières, nous offrons un programme concret d'action sur la base du Front Unique Prolétarien. Nous posons au centre des tâches d'aujourd'hui l'autodéfense active du prolétariat. La force contre la force !

La milice ouvrière est la seule arme pour lutter contre les bandes fascistes auxquelles la police officielle viendra inévitablement en aide (...)

La milice ouvrière est le poing armé du prolétariat.

Pour un œil les deux yeux (...)

L'appareil naturel du Front Unique dans les jours de combat, c'est la représentation prolétarienne, les députés des usines et des ateliers, des quartiers ouvriers et des syndicats : les soviets. Avant de devenir des organes du pouvoir, les soviets sont les appareils révolutionnaires du Front Unique ».

("Le mouvement communiste en France")

DE LA TACTIQUE A LA RECETTE

Tactique concrète appliquée à une situation concrète, le Front Unique est devenu depuis pour le mouvement trotskyste une véritable recette appliquée à toutes les sauces. On voit que dans le texte cité ci-dessus le Front Unique tel que le concevait Trotsky dans ce cas précis consistait en la constitution par suite d'un accord des organisations ouvrières d'organismes unitaires de base ayant des objectifs précis tels que les milices d'autodéfense.

Dans la plupart des cas, le Front Unique proposé par les groupes trotskystes aujourd'hui n'est rien d'autre qu'une invocation pieuse adressée aux "partis ouvriers" pour qu'ils se "mettent d'accord". C'est le cas lorsque l'OCI fait signer de ridicules pétitions sur les marchés pour que Marchais et Mitterrand se mettent d'accord, c'est le cas encore lorsque LO se demande avec angoisse si les partis parviendront à s'unir au Portugal (8).

Dans un cas comme dans l'autre, cette "tactique" ne peut aboutir qu'à renforcer les illusions des travailleurs dans les organisations réformistes et staliniennes en donnant à penser qu'ils ne peuvent attendre leur salut que d'un accord de ces organisations. Alors que, de toute évidence, ces partis ne peuvent se mettre d'accord que... sur le dos de la classe ouvrière. C'est le cas du Programme Commun et c'est aussi celui du compromis entre le PCP et le PSP pour constituer le VI^{ème} gouvernement au Portugal. Les travailleurs suivant la presse trotskyste auraient pourtant dû logiquement considérer que la constitution de ce gouvernement était un pas en avant puisque le PCP et le PSP "renonçant au sectarisme" (sic) que dénonce la LCR étaient parvenus à conclure un accord.

JAMAIS D'ACCORD AU SOMMET ?

Inversement les tendances "ultra-gauche" et certains groupes maoïstes refusent par principe tout accord avec les staliniens et les réformistes. Cette "tactique" n'est que la face inverse de l'opportunisme trotskyste qui propose le Front Unique en permanence. Il n'existe aucun principe abstrait qui interdise aux révolutionnaires de conclure des accords avec des organisations ouvrières dirigées par des opportunistes.

Lénine a d'ailleurs donné l'exemple de l'utilisation efficace d'une telle tactique. Aucune règle absolue ne permet non plus de définir à l'avance quels sont les accords qui constituent des compromis et ceux qui représentent des compromissions. Ce qui doit guider les révolutionnaires, c'est la nécessité d'aider la conscience et l'organisation de la classe ouvrière à progresser et en aucun cas ils ne doivent renoncer à défendre leur propre programme pour se noyer dans un front confus.

Le Front Unique doit être conclu sur des mots d'ordre, des accords, des consignes, des revendications précises facilitant l'unité à la base des militants ouvriers face à la bourgeoisie et non sur des principes ou un programme généraux et flous qui permettent au contraire aux staliniens et aux réformistes d'utiliser les

révolutionnaires comme masse de manœuvre comme cela s'est fait au Portugal dans le Front Uni Révolutionnaire.

Le Front Unique ne doit pas être un accord d'appareils et de notabilités politiques, mais un accord d'organisations ouvrières dans les usines et les quartiers, dans la lutte. C'est pourquoi des accords de Front Unique n'ont de sens qu'avec des partis qui sont organisationnellement liés avec la classe ouvrière comme le sont le PCF et la CGT, dans une moindre mesure la CFDT aujourd'hui, comme l'était encore le PS avant-guerre. Si cela peut avoir un sens, dans certaines circonstances, de "mettre au pied du mur" -quand on en a les forces- des directions politiques étroitement liées à leur base ouvrière et sensibles à ses réactions en proposant un programme de lutte ou de défense dont la nécessité se fait sentir dans la classe ouvrière, cela n'en a aucun de proposer le Front Unique à la coterie de notables bourgeois qu'est devenu le PS de Mitterrand aujourd'hui. Même s'il peut recueillir les voix de travailleurs aux élections, recruter quelques ouvriers égarés et compter parmi ses adhérents quelques bureaucrates cédétistes et FO, tromper quelques ex-gauchistes assagis, le PS ne peut pas être-consideré aujourd'hui comme un parti "ouvrier" (5).

LE FRONT UNIQUE AVEC LE PC

C'est aujourd'hui le PC qui occupe -du moins en France- l'essentiel du terrain que tenaient avant-guerre les réformistes traditionnels. C'est donc avec le PCF que se posera éventuellement pour les révolutionnaires le problème du Front Unique dans la mesure où leur développement changera le rapport de forces et contraindra le PCF à revoir sa politique à leur égard. Il ne fait aucun doute que le PCF cherchera alors à isoler les tendances qui ont les positions les plus claires pour entraîner sur son propre programme les tendances centristes et confuses.

Avant de pouvoir envisager les modalités d'accord de Front Unique avec le PCF il est nécessaire le comprendre la nature de ce parti qui ne peut être considéré comme un parti réformiste classique tel que la SFIO avant-guerre.

Si le PCF est un parti "réformiste" dans le sens général du terme, il est porteur -contrairement à la social-démocratie d'un projet global de réforme du système capitaliste : l'étatisation du capital.

En période de paix sociale relative et de prospérité du capitalisme, comme celle que nous avons vécue depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le PCF a joué un rôle comparable à celui de la social-démocratie, même si les liens qu'il conserve encore avec la classe dominante russe n'ont pas permis à la bourgeoisie de lui accorder la même confiance qu'au PS. Le PCF et la CGT qu'il contrôle entièrement jouent un rôle contradictoire : d'une part ils encadrent la classe ouvrière au service de l'Etat bourgeois en dévoyant les actions qui pourraient entraîner un affrontement général, d'autre part ils organisent une fraction importante et combative de la classe ouvrière.

Le but fondamental du PCF est d'être associé à la gestion de l'Etat bourgeois comme il l'a été dans la période 1944-47. Mais même si l'objectif de Marchais et cie se limite à la gestion loyale du capital le PCF n'est pas seulement le défenseur de la bourgeoisie traditionnelle et de son Etat dans la classe ouvrière comme les sociaux-démocrates d'avant-guerre. Par son idéologie, ses traditions, son programme, les aspirations de ses bureaucrates, il est plus particulièrement le représentant des couches bourgeoises dont les intérêts ne sont pas liés à la propriété privée individuelle : bureaucrates de haut rang, PDG salariés, cadres supérieurs etc. Dans une situation de crise qui imposerait comme seule solution de survie du capital la prise en mains par l'Etat de l'ensemble de l'économie et l'élimination des capitalistes individuels, le PCF serait un des agents les plus efficaces de cette réforme d'autant plus que l'audience dont il bénéficie dans la classe ouvrière permettrait de donner une coloration socialiste à ces mesures. Seules s'opposeraient à ces transformations les fractions les plus attardées de la bourgeoisie, les traditions "anti-communistes" etc. Mais ce n'est pas un hasard si on voit aujourd'hui des fractions de la bourgeoisie comme les technocrates du CERES se reconnaître dans un programme de capitalisme d'Etat proche de celui du PCF et la bourgeoisie est capable de s'adapter et de comprendre rapidement où se situent ses intérêts en période de crise et de menace révolutionnaire.

Avant d'envisager tout Front Unique avec le PC, il est indispensable de bien comprendre ces caractéristiques spécifiques, de les expliquer aux travailleurs, sous peine de faire le jeu des staliniens en leur servant tout

bonnement de caution de gauche.

CAPITALISME D'ETAT, LUTTES DE LIBERATION NATIONALE ET REVENDICATIONS DEMOCRATIQUES.

Comme nous l'avons exposé dans l'article de COMBAT COMMUNISTE N°5 Trotski s'est trompé quant à ses pronostics quand il affirmait qu'aucune révolution nationale-bourgeoise n'était plus possible. Les révolutions nationales Chinoise, Algérienne, Vietnamiennne etc. démentent formellement cette prévision. Cette erreur ne remet cependant pas en cause les tâches qu'il fixe pour les révolutionnaires des Etats sous-développés et qu'il détermine par la formule de "Révolution Permanente".

Il nous paraît d'autant plus important de souligner ce point que diverses tendances "Capitalistes d'Etat" remettent en cause le soutien des révolutionnaires aux luttes de Libération Nationale.

Que ces luttes débouchent aujourd'hui le plus souvent, en l'absence de révolution prolétarienne, sur des régimes de capitalisme d'Etat, et non plus sur des régimes de capitalisme privé, ne change absolument rien aux tâches des révolutionnaires ; si ce n'est sur la nécessité de mettre en garde les peuples de ces pays contre les programmes "capitalistes d'Etats" des nationalistes bourgeois les plus radicaux et de ne pas se laisser prendre par leur phraséologie "communiste".

Les tendances qui renvoient dos à dos les puissances impérialistes et les peuples coloniaux ne présentent aujourd'hui absolument aucun argument nouveau par rapport à ceux qu'avancait déjà Rosa Luxembourg, dans sa polémique célèbre avec Lénine. Ces arguments - l'unité du marché mondial, l'impossibilité pour les petits Etats de parvenir à l'indépendance économique, le rôle des puissances impérialistes dans tout conflit limité etc. - ont été trop amplement réfutés par les dirigeants de la révolution d'octobre pour qu'il soit nécessaire de reproduire leurs arguments ici...

De la même façon que l'indépendance nationale dans les pays coloniaux soumis à l'impérialisme, les revendications démocratiques - liberté d'expression, d'organisation, de grève etc - font partie intégrante du programme des révolutionnaires dans les pays soumis à une dictature militaire ou fasciste et nous n'avons rien à ajouter ou à retrancher au programme de Trotski sur ce point.

Contrairement à ce qu'écrivait Trotski, toute tradition révolutionnaire a pratiquement disparu d'URSS, la continuité organisationnelle et théorique du mouvement révolutionnaire ayant été brisée par la contre-révolution stalinienne. Il est à craindre que les prolétaires russes - comme l'a déjà fait l'intelligentsia contestataire - ne se tourne dans un premier temps vers les idéologies bourgeoises, réformistes., confusionnistes, religieuses etc. par opposition au marxisme, défiguré en religion d'Etat par la classe dominante.

C'est un des facteurs négatifs qu'auront à combattre les révolutionnaires. Tout compromis sur la nature de classe de l'Etat russe, la possibilité de le réformer, tout langage équivoque laissant entendre que les peuples d'URSS ne sont, victimes que d'une "déformation du socialisme." etc. ne pourraient que renforcer ces tendances qui apparaissent comme plus radicalement opposées à l'Etat russe.

L'URSS ET LES TACHES DE L'EPOQUE DE TRANSITION.

Nous ne reviendrons pas ici sur le problème de la contre-révolution stalinienne, sur lequel nous nous sommes amplement expliqués par ailleurs. Rappelons brièvement que notre tendance définit l'URSS comme un Etat bourgeois et impérialiste et la bureaucratie au pouvoir dans cet Etat comme une fraction de la bourgeoisie mondiale.

Les contradictions qui peuvent opposer bureaucrates d'Etat dont la puissance et les privilèges reposent sur le capital d'Etat et capitalistes individuels dont les intérêts sont liés à la propriété privée individuelle du capital sont tout à fait secondaires par rapport à la contradiction de classe fondamentale qui oppose ces diverses fractions de la classe mondiale des exploiters capitalistes au prolétariat.

Il n'est donc question en aucun cas de préconiser le moindre Front Unique avec la bureaucratie russe pour assurer la défense de l'URSS. Cela reviendrait tout simplement pour le prolétariat russe à conclure un pacte d'Union Sacrée avec ses exploiters. En URSS, comme dans les autres Etats impérialistes, nous mettons en avant le défaitisme révolutionnaire. En cas de guerre mondiale, les travailleurs doivent retourner leurs armes

contre leur propre Etat-Major !

Il conviendra d'ailleurs pour les révolutionnaires communistes d'être particulièrement clairs par rapport à toutes les tendances "libérales", "réformistes" etc. de la bureaucratie qui ne manqueront pas de s'efforcer de détourner le combat de la classe ouvrière russe vers des objectifs tels que la démocratisation de l'Etat actuel et non sa destruction, la participation des travailleurs à la gestion des entreprises que ce soit sous forme de cogestion, d'autogestion etc.

Les différentes tendances au sein de la bureaucratie expriment aujourd'hui les différentes voies possibles pour le capital russe. Qu'il puisse exister des individus révolutionnaires au sein de cette bureaucratie, comme au sein de n'importe-quelle classe dominante, n'y change rien. Il n'est donc pas question pour les révolutionnaires de s'allier avec une fraction des exploités russes contre une autre.

Par contre, les révolutionnaires peuvent et doivent utiliser ces dissensions au sein de la classe dominante. Ils doivent combattre pour les libertés démocratiques, politiques, syndicales etc., dénoncer la répression dont sont victimes bureaucrates libéraux et réformistes sans entretenir d'illusions sur les programmes politiques et l'appartenance de classe de ces derniers.

CONCLUSION

Nous avons commencé ce texte en affirmant que nous reprenions à notre compte la méthode de Lénine et Trotski qui consiste à proposer à chaque moment de la lutte des objectifs "intermédiaires" - formes d'organisation ou revendications transitoires - qui peuvent contribuer à ce que la lutte passe à un stade supérieur.

Le choix des mots d'ordre transitoires est principalement déterminé par le caractère de la période (révolutionnaire ou non révolutionnaire).

A la lecture de cette brochure, il a dû apparaître clairement que nous ne mettions pas derrière les mots "programme de transition", "mots d'ordre transitoires" le même contenu que les trotskystes actuels et surtout que nous ne croyons guère aux formules et potions magiques destinées à "réveiller la classe ouvrière".

Le second point que nous devons souligner est que notre brochure ne constitue pas un contre-programme de transition ou un nouveau programme de transition. Nous n'avons pas la prétention et de toute façon pas les moyens d'établir un tel programme. Un programme est l'outil d'un parti, d'une organisation implantée à l'échelle nationale dans les usines, les quartiers, les bureaux. Il n'existe pas en France une telle organisation. Les regroupements et des discussions sont en cours dans le mouvement révolutionnaire. Nous sommes persuadés qu'ils ne pourront aboutir à la formation d'un véritable Parti Communiste Révolutionnaire que sur des bases politiques claires.

Si notre brochure peut contribuer à cette nécessaire clarification politique, elle aura atteint son but.

NOTES

1 Voir notre brochure "le trotskysme et l'URSS - Révolution et contre-révolution en URSS".

2 Voir la "Discussion sur le Programme de Transition" avec des militants trotskistes américains du SWP.

3 Bérard : "Rupture avec Lutte Ouvrière et le trotskysme" (texte édité par Révolution Internationale)

4 Le groupe Lutte Ouvrière pour éluder le problème préfère parler pudiquement de "stabilisation relative" sans donner de précisions LDC N°24

5 Notons que, si l'analyse du développement de l'économie mondiale de la LCR ridiculise parfaitement l'AJS qui, pour demeurer fidèle à un pronostic erroné transformé en dogme, s'efforce de nier ce développement, la LCR n'en tire en définitive aucune conséquence. Dans cette même brochure, Weber fait d'ailleurs preuve de la plus grande mauvaise foi en niant que Trotski ait défini cette stagnation des forces productives comme définitive : pour nier l'évidence, il ne parvient qu'à citer quelques phrases écrites par Trotski envisageant une nouvelle période d'essor du capital... mais en 1921 !

6 "Ouvrier" par sa composition sociale et les liens qu'il possède avec la classe ouvrière et non par son programme »

7 Voir C.C. n°8

8 Ou lorsque la LCR propose un pacte de non-agression au PCF après que les staliniens aient sauvagement matraqué les militants du FRAP lors des manifestations de solidarité avec les travailleurs espagnols.

9 E.Mandel - "Contrôle ouvrier, autogestion, conseils ouvriers" - Anthologie, Maspéro éd.

10 Entre 1950 et 1960, le taux de croissance de la plupart des Etats industriels a été supérieur ou équivalent à celui de la période 1870-1913 : 2,2% contre 1,3% pour le Royaume Uni ; 3,5% contre 1,4 pour la France ; 6,5 contre 1,8 pour l'Allemagne ; 5,3 contre 0,7 pour l'Italie ; 1,6 contre 2,2 pour les USA (Cahiers Rouge N° 5). Ajoutons que le PNB des USA a triplé depuis 1952 : il est passé de 300 milliards de dollars à 1000 milliards de dollars.

11 L'analyse et les illusions des trotskystes sur la bureaucratie syndicale, sur les possibilités de faire revivre, des syndicats de masse, démocratiques et combatifs expliquent également leur suivisme vis à vis des réformistes et des staliniens. Nous reviendrons sur cette question dans une prochaine brochure consacrée aux syndicats et à la politique des révolutionnaires dans les entreprises.